



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2299

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Michel Vauzelle.

M. Michel Vauzelle. Monsieur le ministre des affaires étrangères, la situation semblant s'améliorer en Yougoslavie, comme l'a illustré votre visite hier à Belgrade, le groupe socialiste a souhaité vous interroger aujourd'hui sur la situation au Proche-Orient dont la gravité reste extrême.

En effet, on parle d'accalmie aujourd'hui, mais à Ramallah, à Rafah comme à Hébron ou à Nazareth, le bilan reste lourd. Hier, nous avons évoqué ici avec M. le Premier ministre l'émotion des juifs de France, mais aussi d'autres citoyens de notre pays, devant les images de guerre qui viennent d'Israël et des territoires palestiniens. Ces événements ont donc une dimension intérieure très importante; je sais que vous le mesurez.

Le président Clinton, M. Kofi Annan, M. Javier Solana, comme le Président et le Premier ministre français, sont mobilisés. Monsieur le ministre, comment jugez-vous l'évolution de la situation ? Disposez-vous d'éléments allant dans le sens d'une amélioration ? Que va entreprendre la France sur le plan diplomatique pour contribuer à l'accalmie qui semble être observée et pour sauver et reprendre le processus de paix ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, je ne reviendrai pas sur l'engrenage des derniers jours sauf pour rappeler que, à partir de la provocation initiale, il a porté les deux populations, israélienne et palestinienne, à un degré extrêmement élevé d'antagonisme par crainte, colère et douleur, tout cela mélangé. Ils se sont retrouvés face à face et au bord du gouffre. Nous avons suivi, quant à nous, les premières étapes de cette escalade alors même que le processus de paix continuait à cheminer. Nul n'ignore du reste que la provocation initiale n'a pas été sans rapport avec cette perspective d'une solution que les extrémistes de tous bords rejettent.

Face à l'escalade, nous avons tous conjugué nos efforts. Le monde entier souhaite la paix. Mais au bout du compte, ce sont les protagonistes directs qui doivent prendre leurs responsabilités et faire les gestes nécessaires pour amorcer la désescalade. C'est à eux qu'il appartient de trouver les mots nécessaires pour rassurer à nouveau ces populations qui, ayant peur les unes des autres, peuvent commettre les pires excès. Ils savent que nous le souhaitons. Nous faisons des propositions en ce sens. Nous sommes là pour les accompagner.

Au Proche-Orient, le monde entier se relaie autour des protagonistes pour leur demander d'arrêter l'escalade et de reprendre la discussion. En la matière, la France a une autorité particulière, compte tenu de son travail de fond depuis des années, et notamment ces dernières semaines après les percées de Camp David, pour faire cheminer et aboutir des solutions très compliquées, mais possibles, sur Jérusalem, sur les frontières ou sur les réfugiés.

Voilà où nous en sommes. Je ne désespère pas que l'on puisse inverser la tendance. En ce moment, on constate en effet une accalmie. M. Solana, à qui j'ai demandé lundi, en tant que président du Conseil affaires générales de l'Union de se rendre immédiatement sur place pour apporter la contribution de la politique étrangère commune, m'a fait savoir que certains signes encourageants pourraient se concrétiser dans les heures qui viennent. Si tel est le cas et si la désescalade a vraiment lieu, les instructions nécessaires ayant été données de part et d'autre, indépendamment des responsabilités initiales, il faut immédiatement reprendre la

discussion sur le fond. Au Proche-Orient, rien n'est pire en effet que de se retrouver sans perspectives de solutions et de paix. Les discussions de paix doivent reprendre sans aucun délai. Nous continuerons cet effort inlassable qui, je l'espère, finira par aboutir. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Vauzelle](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (16^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2299

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 12 octobre 2000, page 6659

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 octobre 2000